Fondation Abbé Pierre : les clés du « zéro SDF »

Trop de familles, y compris en Bretagne, ont toujours du mal à se trouver un toit. « On attend quoi pour faire du logement une priorité ? », demande la Fondation aux candidats à la présidentielle.

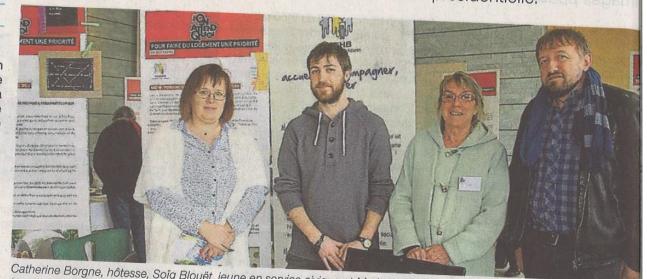
Pourquoi ? Comment ?

Une situation qui se dégrade

« Entre 2012 et 2016, notre région a vu croître le mal-logement, de nombreux indicateurs en font la démonstration », déplore Stéphane Martin, directeur régional Bretagne de la Fondation Abbé Pierre (FAP). Bien qu'elle « s'interroge » sur l'efficacité des politiques mise en œuvres par l'État, les collectivités locales ou les associations, la Fondation ne veut pas se cantonner à une critique. « Notre posture est de montrer ce qui marche, de convaincre par l'expérimentation, de donner envie de faire ensemble en innovant », assure le délégué régional.

Mieux et moins coûteux

« On attend quoi pour faire du logement une priorité ? » À la veille de l'élection présidentielle, c'est la question que pose la Fondation aux onze candidats. En leur soumettant quelques propositions clés. Elles permettraient, soutient Manuel Domergue, directeur des études de la FAP au niveau national, « d'atteindre l'objectif de zéro sans domicile fixe d'ici cinq ans dans les villes petites et moyennes et d'ici dix ans dans les métropoles. » À quel prix ? Dans bien des cas, moindre que celui des dispositifs actuels qui « se résignent » à des solutions d'hébergement, en hôtel d'urgence notamment, plus coûteuses que l'accès à un véritable logement.



Catherine Borgne, hôtesse, Soig Blouët, jeune en service civique et Marianne Alexis, directrice de la pension de famille de Lesneven, aux côtés de Patrick Chassignet, responsable des maisons relais à la Fondation Abbé Pierre.

Des propositions

La Cour des comptes a soulevé le problème : les personnes ou foyers à très bas revenus ont de moins en moins de chances d'accéder à un logement social, les bailleurs étant confrontés à une baisse des « aides à la pierre ». Cette situation paradoxale doit être corrigée, plaide la Fondation, qui réclame aussi la mise en place de dispositifs, de type garantie locative accordée aux propriétaires, afin de « capter » une part des nombreux logements vacants dans le parc privé.

La « pension de famille »

Compromis entre logement collectif et logement autonome, la « pension de famille », encore appelée « maison

relais », accueille, « au terme d'un long parcours d'errance, des personnes parfois très abîmées par la vie ». Pour la Fondation, les laisser à la rue n'est une solution, ni humaine, ni économique. « Un programme de pensions de famille rapporte de l'argent, assure Manuel Domergue, car bien moins coûteux que les nuitées d'hôpital pour des personnes souffrant de troubles psycholo-

giques ou addictifs. » La Fondation ouvre 1 000 nouvelles places par an Ti Laouen (la Maison du bonheur), à Lesneven, près de Brest, va bientôt porter sa capacité d'accueil de 20 à 30 places.

Jean-Laurent BRAS.

ménages bretons, un chiffre en hausse, se trouveraient en situation de précarité énergétique, du fait de la hausse du prix

des énergies, de logements anciens peu performants, et de ressources plus contraintes, révèle le rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur le mal-logement.